

23 présidents d'université demandent "que le futur PIA 3 intègre une logique de territorialisation"

AEF 25/01/16 Par [Anne Mascret](#)

23 présidents d'université (1) demandent, dans une [tribune](#) datée du 24 janvier 2016, "que le futur PIA 3 intègre une logique de territorialisation", afin d'avoir un financement plus "démocratique" de l'ESR français. Ils "réitèrent leur souhait de voir se constituer un groupe de travail rassemblant le ministère (cabinet, Dgesip, DGRI), les universités dans leur diversité et les territoires (maires ainsi que présidents d'agglomération, de conseils départementaux et régionaux), afin de définir collectivement de nouvelles orientations dans le cadre d'une véritable stratégie de l'enseignement supérieur et de la recherche, des orientations qui intègrent une dimension territoriale et qui mettent les PIA au service d'un développement harmonieux de l'enseignement supérieur, de la recherche, de l'innovation et de la société toute entière".

Au lendemain des annonces sur les lauréats du programme idex-isite du PIA 2 ([lire sur AEF](#)), 23 présidents du réseau des PMU (petites et moyennes universités) signent une [tribune](#) demandant "que le futur PIA 3 intègre une logique de territorialisation", afin de corriger les iniquités entre territoires et de ne pas perdre de vue l'objectif de démocratisation de l'enseignement supérieur, "dans un contexte de forte augmentation des effectifs étudiants". Ils reprennent leurs propositions formulées en juillet dernier ([lire sur AEF](#)) et défendues devant Thierry Mandon le 29 septembre ([lire sur AEF](#)).

Rappelant qu'il y a "des niches d'excellence partout sur le territoire" qui méritent "d'être soutenues", ces présidents s'inquiètent de voir que les financements extrabudgétaires des PIA ciblés sur les lauréats s'accompagnent d'une contraction des crédits récurrents pour les "exclus". "La rigueur n'est clairement pas la même pour tous et cela génère de graves inégalités en particulier entre universités et, en conséquence, entre chercheurs et entre étudiants", arguent-ils.

Sachant que "les discussions sur le futur contenu du PIA 3 sont encore en cours à ce jour", les 23 présidents interpellent les pouvoirs publics : "Les objectifs du PIA 3 seront-ils toujours de renforcer la concentration des financements dans le cadre d'appels à projets qui, à nouveau, désavantageront ceux qui sont restés à l'écart jusque-là, avec le risque encouru d'un développement toujours plus marqué des inégalités entre territoires – n'a-t-on pas répété à l'envi que le PIA n'avait pas de mission relative à l'aménagement du territoire –, entre les étudiants, entre les universités ? Ou aura-t-il pour but de former les étudiants là où ils se trouvent, dans une finalité clairement affirmée d'une véritable démocratisation dans l'accès à l'enseignement supérieur, et de soutenir la recherche d'excellence partout là où elle est menée et partout là où elle souffre du manque de moyens ?"

(1) Les 23 présidents signataires :

- Mohamed Amara (Pau et Pays de l'Adour) ;
- Éric Boutin (Toulon) ;
- Olivier David (Rennes-II) ;
- Michel Brazier (Picardie Jules-Verne) ;
- Roger Durand (Littoral) ;
- Philippe Ellerkamp (Avignon) ;
- Rachid El Guerjouma (Maine) ;
- Anne Fraïsse (Montpellier-III Paul-Valéry) ;
- Christine Gangloff-Ziegler (Haute-Alsace) ;
- Yves Jean (Poitiers) ;

- Fabrice Lorente (Perpignan Via Domitia) ;
- Francis Marcoin (Artois) ;
- Corinne Mence-Caster (Antilles) ;
- Cafer Özkul (Rouen) ;
- Mohamed Ourak (Valenciennes) ;
- Jean Peeters (Bretagne-Sud) ;
- Pascal Reghem (Le Havre) ;
- Mohamed Rochdi (La Réunion) ;
- Jean-Paul Saint-André (Angers) ;
- Pierre Sineux (Caen-Normandie) ;
- Danielle Tartakowsky (Paris-VIII Vincennes Saint-Denis) ;
- Loïc Vaillant (Tours François-Rabelais) ;
- Denis Varaschin (Savoie Mont-Blanc).